



## Décontaminer l'air à la conférence de Paris

Mesures sur les changements climatiques pour le Canada

*Une soumission au gouvernement du Canada*

Le Canada s'est retiré du Protocole de Kyoto en 2011 afin d'éviter de s'exposer à une amende d'environ 14 milliards de dollars. En 2013, le rapport du GIEC a indiqué qu'un hiatus climatique d'origine naturelle s'étendant sur une période de 15 ans (maintenant de 18 ans et 8 mois) avait commencé avant même que le Protocole de Kyoto n'ait été ratifié. Ces données contredisent l'hypothèse de réchauffement planétaire/changement climatique anthropique selon laquelle le dioxyde de carbone serait le principal responsable du phénomène. Les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dues aux activités humaines ont augmenté de quelque 35 % au cours des 20 dernières années, malgré les mesures censées réduire les émissions de carbone. Les mesures sur les changements climatiques ont eu de nombreuses conséquences inattendues qui ont affaibli des économies nationales et plongé les contribuables dans une situation de pauvreté en les obligeant à choisir entre se chauffer et se nourrir. Les cibles de réduction des émissions pourraient dévaster l'économie canadienne, en particulier si elles sont obligatoires. **Il est temps de tirer les choses au clair.**



Il s'agit d'une soumission officielle présentée au  
gouvernement du Canada  
par l'organisme Friends of Science en prévision de  
la Conférence Paris Climat 2015 en décembre.  
Une copie sera envoyée aux premiers ministres provinciaux  
ainsi qu'au Comité de l'Alberta sur les changements climatiques.

L'organisme Friends of Science a consacré dix ans à passer en revue un vaste éventail de documents sur les changements climatiques et en a conclu que le soleil en est le principal vecteur et non le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Le comité central de Friends of Science est un groupe croissant de scientifiques spécialistes de la terre, de l'atmosphère et du soleil, d'ingénieurs et de citoyens.

Friends of Science Society  
C.P. 23167, Mission P.O.  
Calgary, Alberta  
Canada T2S 3B1  
Numéro sans frais : 1-888-789-9597  
Site Web : [friendsofscience.org](http://friendsofscience.org)  
Courriel : [contact@friendsofscience.org](mailto:contact@friendsofscience.org)  
Média : [media@friendsofscience.org](mailto:media@friendsofscience.org)

L'organisme Friends of Science ne représente aucune industrie et est financé par ses membres.

Photo de couverture : © Igor Pliner

## MESURES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR LE CANADA

### LE PROTOCOLE DE KYOTO ÉTAIT MAL CONÇU ET A ÉCHOUÉ

En 2002, l'Association of Professional Engineers and Geoscientists of Alberta (APEGA), alors forte de 50 000 membres, a lancé un débat sur l'Accord de Kyoto. Deux membres de l'Institut Pembina ont débattu avec Allan MacRae, ingénieur professionnel, et deux scientifiques, Tim Patterson, professeur de géologie à l'Université de Carleton et Sallie Baliunas, astrophysicienne au Harvard-Smithsonian Center for Astrophysics. (M. Patterson et M<sup>me</sup> Baliunas sont conseillers auprès de l'organisme Friends of Science). Allan MacRae et les conseillers scientifiques de Friends of Science ont contesté l'accord de Kyoto pour des raisons scientifiques et économiques.

Les représentants de l'Institut Pembina ont soutenu Kyoto, déclarant que les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) étaient valides et que le Protocole de Kyoto procurerait des avantages économiques.

En 2011, le Canada s'est retiré de Kyoto afin d'éviter une amende de quelque 14 milliards de dollars. D'après les estimations du Pew Energy Trust, entre 2004 et 2014, environ 2,2 mille milliards de dollars ont été investis dans les énergies renouvelables à l'échelle mondiale, afin de financer des mesures inefficaces de réduction du carbone et d'atténuation des changements climatiques. Toutefois, les concentrations de CO<sub>2</sub> sont plus élevées que jamais.

### GIEC – DES RÉSULTATS SCIENTIFIQUES INCERTAINS

En 2013, le GIEC a rapporté l'existence d'un « hiatus » de 15 ans dans le réchauffement climatique, soit jusqu'en 2012, qu'aucun modèle informatique n'avait prévu. Ce « hiatus » ou cette « pause » se poursuit à ce jour, s'étendant à présent sur une période de 18 ans et 8 mois, les relevés de température en surface affichant une tendance relativement stable, malgré une hausse des émissions de CO<sub>2</sub> découlant de l'activité industrielle. Ce « hiatus » n'a été prévu par aucun modèle informatique.

D'après la journaliste d'enquête canadienne, Donna Laframboise, des militants écologistes, des représentants de WWF et Greenpeace font partie intégrante de la préparation des rapports du GIEC.

L'économiste et auteur canadien, **Ross McKittrick, recommande aux responsables des politiques environnementales d'attendre de 2 à 4 ans afin de mieux évaluer les tendances de la température** et de voir si les modèles climatiques permettent de prévoir plus efficacement l'avenir.

### LE CANADA EST EN DANGER SI LE CLIMAT CHANGE ET SE REFROIDIT

En 2002, nos conseillers scientifiques ont désigné le soleil comme principal vecteur des changements climatiques et souligné que ces changements sont cycliques. À l'heure actuelle, l'activité solaire est extrêmement faible. D'après environ 400 ans d'observations, une période de refroidissement, similaire à celle du Petit âge glaciaire (1350-1850), est imminente.

Il serait catastrophique et intenable pour le Canada d'être limité dans son utilisation ou sa production d'énergie fossile par des organisations étrangères, non-élues et n'ont aucun compte à rendre, durant un refroidissement régional ou mondial.

L'économiste canadien en énergie, Robert Lyman, souligne que les implications des objectifs de réduction des émissions nous forceraient injustement à fermer toutes nos principales industries; notre économie serait réduite en cendres, comme celle du Tchad. Les émissions canadiennes **ne** représentent **qu'environ 1,8 % des émissions mondiales**. Notre sacrifice serait inutile face aux nations en développement qui pourraient produire des émissions sans contraintes.

Le processus du GIEC est défectueux

Données scientifiques incertaines – Le réchauffement stagne depuis plus de 18 ans malgré la hausse du CO<sub>2</sub>

Les cibles de réduction des émissions seraient une catastrophe économique pour le Canada

Un contrat juridiquement contraignant contreviendrait au principe d'égalité de souveraineté des NU et à la convention sur la sécurité économique

*« L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres. »*

Charte des Nations Unies  
Chapitre I Article 2.1

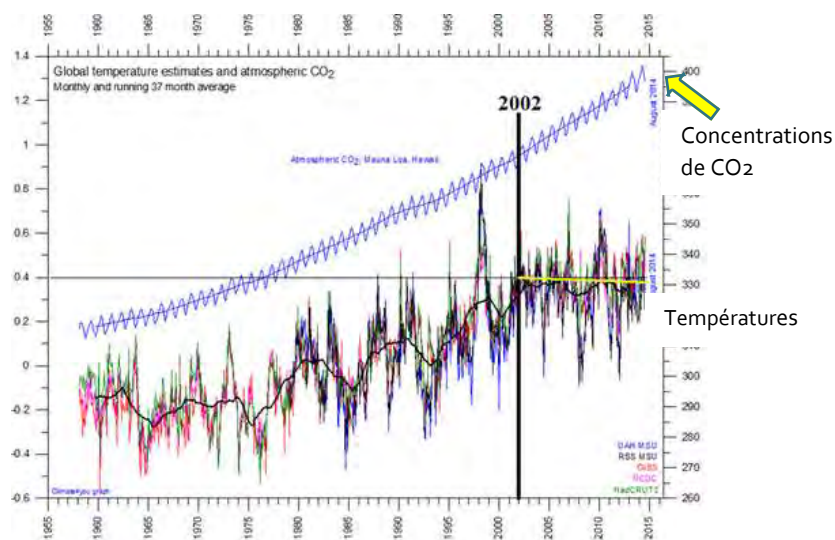
À titre de nation souveraine, le Canada a l'obligation de protéger ses propres citoyens et son économie; il n'a pas l'obligation de se conformer aux demandes de suicide économique.

**Décontaminer l'air à la Conférence de Paris.**

# CCNUCC – PRÉVENIR UN DANGEREUX RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ANTHROPIQUE

## LES PREUVES N'ÉTAIENT PAS L'HYPOTHÈSE; LES RÉSULTATS NE VALIDENT PAS LES MÉTHODES

L'objectif énoncé de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC, 1997) était d'empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, considérée à l'époque comme la cause des émissions de gaz à effet de serre.



Les données montrent qu'en dépit d'une hausse considérable des concentrations de CO<sub>2</sub> (ligne bleue) découlant de l'activité industrielle, depuis 2002, les températures ont stagné (lignes multicolores de 5 ensembles de données de température).

D'après la CCNUCC, des mesures de précaution basées sur des modèles climatiques ont été prises par différents pays. L'Union européenne a intégré des objectifs rigoureux de réduction des émissions responsables du changement climatique. Cela a donné lieu à une pauvreté largement répandue où les citoyens doivent choisir entre se chauffer et se nourrir<sup>1</sup>. Au Royaume-Uni, le réseau électrique se trouve aux limites de sa capacité.

Les taxes sur le carbone et le marché du carbone ont été créés afin d'offrir des mesures incitatives ou des moyens de réduire les émissions. Cependant, INTERPOL<sup>2</sup> indique que les criminels en col blanc et le crime organisé ont infiltré ces marchés – heureux de s'occuper de « la non-livraison d'une substance

Composée de 196 parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) compte des membres dans presque tous les pays et constitue le traité fondateur du Protocole de Kyoto adopté en 1997. Le Protocole de Kyoto a été ratifié par 192 parties de la CCNUCC.

L'objectif ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau permettant d'empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.

<http://newsroom.unfccc.int/about/>

<sup>1</sup> <http://www.spectator.co.uk/features/g176251/let-them-eat-carbon-credits/>

<sup>2</sup> <http://www.interpol.int/en/News-and-media/News/2013/PRO90/>

*invisible à personne* »<sup>3</sup>. INTERPOL remarque que parfois, les émissions ont été augmentées pour permettre aux courtiers de faire plus d'argent.

Des dispositifs à énergie renouvelable, comme les parcs éoliens et les centrales solaires, ont été implantés; cela a conduit à la dévastation écologique de collectivités pauvres comme celle de Baotou, en Chine<sup>4</sup>, où l'exploitation sans contrainte de minéraux naturels rares, nécessaires à la fabrication des aimants des turbines, a détruit la vie des villageois.

Les données recueillies à ce jour n'étaient pas l'hypothèse initiale de la CCNUCC. Les résultats ne valident pas les méthodes. La pollution augmente inlassablement et sans contrainte dans les pays non membres de l'OCDE.

## CIBLES CLIMATIQUES : IMPLICATIONS ENVIRONNEMENTALES ET ÉCONOMIQUES POUR LE CANADA

---

### PART I

**Article 1. 1. All peoples have the right of self-determination. By virtue of that right they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development.**

**2. All peoples may, for their own ends, freely dispose of their natural wealth and resources without prejudice to any obligations arising out of international economic co-operation, based upon the principle of mutual benefit, and international law. In no case may a people be deprived of its own means of subsistence.**

---

*Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>5</sup>  
Entrée en vigueur : 3 janvier 1976*

L'économiste canadien en énergie, Robert Lyman, un spécialiste possédant 37 années d'expérience, a rédigé un rapport sur les implications des objectifs relatifs au changement climatique pour le Canada<sup>6</sup>. Dans ce rapport, il fait remarquer que les émissions canadiennes de GES sont modestes à l'échelle mondiale et que tous les scénarios prévoient une croissance des émissions dans les pays en développement. Ainsi, il serait insensé ou injuste que le Canada se conforme aux objectifs de réduction des émissions de la CCNUCC /Conférence de Paris sur les changements climatiques si le respect de ces objectifs entraîne la ruine économique du pays. Cela constituerait une violation du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Le Canada est un pays axé sur l'exploitation énergétique, forestière, agricole et des ressources naturelles, qui doit composer avec les défis posés par les grandes distances, les faibles densités de population et les conditions climatiques extrêmes. Le Canada nourrit, alimente en énergie et accueille le monde. Les objectifs proposés en matière de réduction des émissions pénaliseraient injustement le Canada, un pays qui réduit constamment son niveau de pollution depuis les années 1970. De plus, les

---

<sup>3</sup> <http://citizensclimatelobby.org/files/Conning-the-Climate.pdf>

<sup>4</sup> <http://www.dailymail.co.uk/home/moslive/article-1350811/In-China-true-cost-Britains-clean-green-wind-power-experiment-Pollution-disastrous-scale.html>

<sup>5</sup> <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=3ae6b36co>

<sup>6</sup> [http://friendsofscience.org/assets/documents/climate\\_change\\_implications\\_Lyman.pdf](http://friendsofscience.org/assets/documents/climate_change_implications_Lyman.pdf)

très importantes contributions du Canada à l'aide internationale et aux initiatives de bienfaisance dans le monde entier cesseraient si l'économie canadienne était mise en péril en raison du respect desdits objectifs. Il semblerait également, d'après les données, que les effets de telles mesures sur le climat aient été déformés ou exagérés par les militants écologistes et par le GIEC.

Devant ces faits, un **contrat juridiquement contraignant**, comme celui proposé pour la Conférence de Paris, pourrait être catastrophique pour le Canada.

---

*Le Canada est responsable d'une petite partie des émissions anthropiques mondiales. Même si le Canada et d'autres membres de l'OCDE respectaient les objectifs extrêmement stricts de réduction des émissions, les émissions globales dépasseraient néanmoins les niveaux de 2010. Tandis que le respect de ces objectifs s'avérerait très coûteux, ruinant possiblement l'économie canadienne, l'objectif global du GIEC ne serait même pas en voie d'être atteint. Le sacrifice du Canada serait en effet un geste purement symbolique. Les Canadiens devraient bien réfléchir au prix qu'ils sont prêts à payer pour un acte symbolique. –  
Robert Lyman*

## **COÛTS SOCIAUX DE L'EXAGÉRATION LIÉE AU CARBONE; AVANTAGES SOCIAUX EXCLUS**

---

« [Les] modèles comportent tellement de lacunes qu'ils sont presque inutilisables pour analyser les politiques. Pire encore, leur utilisation suggère un niveau de connaissance et de précision tout simplement illusoire, et peut être très trompeuse. » –  
*Robert Pindyck, économiste américain sur les modèles d'évaluation intégrée utilisés pour calculer les coûts sociaux du carbone*<sup>7</sup>

« Que faut-il rectifier dans les modèles? Je pense que la sensibilité globale du climat aux émissions de CO<sub>2</sub> est simplement bien trop élevée et que nous devons attendre. Nous obtiendrons de nouvelles données dans quelques années sur le coût social du carbone<sup>8</sup>....**les responsables des politiques environnementales devraient attendre**

---

<sup>7</sup> <http://web.mit.edu/rpindyck/www/Papers/PindyckClimateModelsJELSept2013.pdf>

<sup>8</sup> Le terme « carbone » fait référence au dioxyde de carbone et aux effets équivalents sur le réchauffement des gaz à effet de serre; en réalité, le terme « carbone » se rapporte à la suie et non au gaz inodore et sans goût que vous expirez à 40 000 ppm à chaque respiration.

**de 2 à 4 ans.** » Ross McKittrick, économiste canadien et co-auteur du livre *Taken by Storm: The Troubled Science, Policy and Politics of Global Warming*

Le 16 janvier 2014, la spécialiste de l'atmosphère, Judith Curry de Georgia Tech, a déclaré ce qui suit devant le Comité sénatorial américain sur l'environnement et les travaux publics :

- ◆ le bien-fondé du réchauffement climatique d'origine humaine a été contesté par les données du « hiatus » ou de la pause de plus de 15 ans (à l'époque), malgré une hausse des concentrations de CO<sub>2</sub>,
- ◆ le GIEC a été incapable d'expliquer pourquoi sa théorie sur le réchauffement climatique anthropique ne s'est pas révélée juste,
- ◆ le CO<sub>2</sub> n'est vraisemblablement pas le « bouton de commande » de la variabilité climatique.

Dr. Curry a demandé à ce que le GIEC cesse ses activités pour la raison suivante : « **le GIEC n'a toujours pas fourni d'arguments convaincants sur la part du réchauffement climatique imputable à l'activité humaine au 20<sup>e</sup> siècle.** »

Les militants allèguent que les effets néfastes de l'utilisation de combustibles fossiles, ou qu'un prix appelé le « coût social » du carbone, devraient être pris en compte dans l'utilisation actuelle de combustibles fossiles dans les taxes sur le carbone. Cependant, de nombreux économistes s'opposent aux modèles d'évaluation intégrée utilisés pour calculer le coût social du carbone pour les raisons suivantes :

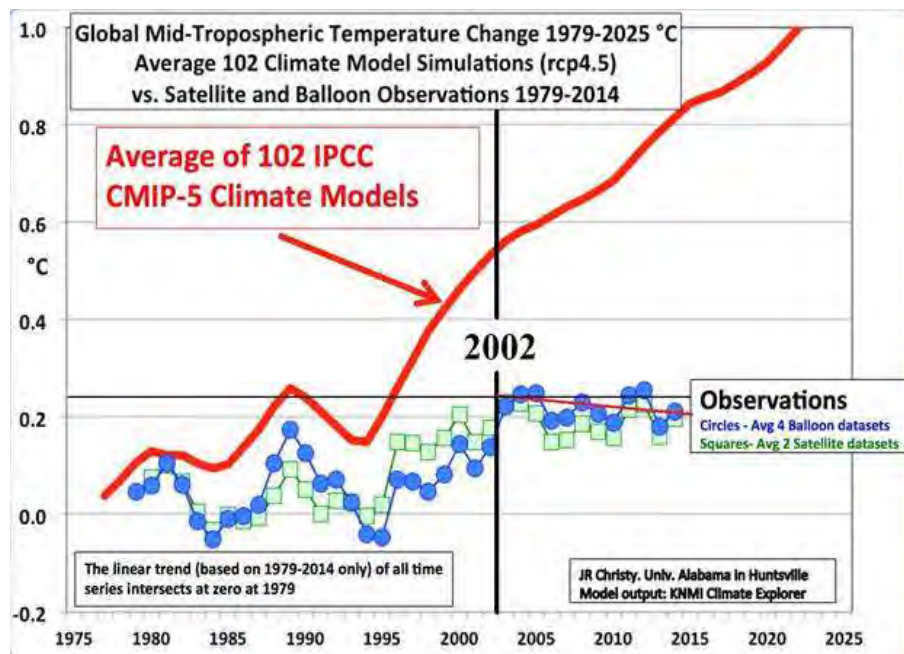
- a) Les calculs ne comportent pas de colonne « avantage » – allègement du fardeau physique des activités de subsistance; amélioration de la liberté de mouvement; croissance de la production agricole, innovations technologiques, etc.
- b) Le coût social des modèles de carbone est étalonné sur des modèles climatiques qui ont prévu une tendance des températures globales de surface de 1998 à 2012 plus de **quatre** fois supérieure à la tendance des températures relevées.

Qu'en est-il des « avantages sociaux » découlant de l'utilisation des combustibles fossiles?

L'économiste et démographe français, Émile Levasseur, a expliqué comment, puisqu'un cheval-vapeur équivaut à la force de 21 hommes, en 1840, l'industrie française disposait d'un million de nouveaux travailleurs grâce à la puissance thermique. En 1885 – 1887, ce nombre avait atteint 98 millions ou « *deux esclaves et demi par habitant de la France* ». - Matthew Sinclair « *Let them eat carbon; the price of Failing Climate Policies and how governments and big business profit from them* »

Aujourd'hui, on estime que les habitants du monde occidental ont l'équivalent d'environ 97 hommes travaillant à leur service, grâce à l'énergie générée par les combustibles fossiles. Ainsi, la vie est confortable, enrichissante, remplie de possibilités de loisirs et de voyages, ainsi que de nombreux appareils électriques pratiques permettant de gagner du temps. Sans parler d'une énergie électrique fiable, abordable, disponible sur demande. Ces éléments ne figurent manifestement pas dans les évaluations du coût social du carbone, qui reposent sur des modèles prédictifs de catastrophe imminente, évoquant la menace de désastres naturels qui se sont produits dans le passé, avant l'utilisation des combustibles fossiles.

# LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ONT ÉTÉ ÉLABORÉES D'APRÈS DES MODÈLES CLIMATIQUES QUI DIFFÈRENT SIGNIFICATIVEMENT DES TEMPÉRATURES OBSERVÉES



En 1998, le phénomène naturel « El Niño » (El Niño-oscillation australe) a entraîné un pic de température dans le monde entier. Depuis, les températures observées ne montrent aucune tendance significative au réchauffement, malgré une hausse des concentrations de CO<sub>2</sub>.

De nombreux experts scientifiques réfutent l'idée que des émissions additionnelles de dioxyde de carbone pourraient accroître le réchauffement au-delà d'un certain point en raison d'un effet de saturation; d'autres soulignent le rôle d'atténuation de la vapeur d'eau, une source bien plus importante de gaz à effet de serre dans l'atmosphère que la NOAA appelle l'élément imprévisible « *wild card* » du réchauffement planétaire.

Le mathématicien canadien, David Orrell, a fait remarquer ceci : « Essayer de modéliser un nuage est presque aussi facile que d'essayer d'en saisir un dans nos mains ...ils constituent une importante source d'erreur. »

Le spécialiste des sciences de la Terre canadien, Jan Veizer, professeur éminent à l'Université d'Ottawa, et Nir Shaviv, astrophysicien à l'Université hébraïque de Jérusalem et ancien étudiant postdoctoral à l'Institut canadien d'astrophysique théorique de l'Université de Toronto, ont découvert des preuves de l'influence des rayons cosmiques sur le climat, étayant les travaux de Hendrik Svensmark de l'Unité de recherche climatique du Danemark. Il est clair que le climat ne subit pas uniquement l'influence humaine et qu'il reste encore beaucoup à apprendre.



## ÉNERGIES RENOUVELABLES – UNE « FAÇON NOBLE DE PERDRE DE L'ARGENT »

---

*Joseph Dear était directeur des investissements du régime de retraite des fonctionnaires de la Californie (CalPERS), le sixième plus important fonds de pension au monde. D'après M. Dear, un fonds CalPERS consacré à l'énergie et à la technologie propre créé en 2007 au moyen d'un investissement de 460 M\$ a produit à ce jour un rendement annualisé de -9,7 % (Wall Street Journal du 25 mars 2013). M. Dear a déclaré ceci : « Pour vraiment faire décoller ces marchés, il faudrait que le prix des énergies de remplacement chute sous le prix d'un équivalent à énergie fossile. Vous n'aurez alors plus besoin d'incitatifs ni d'aucune autre mesure. **Si cela ne se produit pas, quelqu'un doit intervenir pour, soit augmenter le prix du carbone, soit baisser le prix des énergies alternatives**<sup>9</sup>. »*

L'espoir que les ressources énergétiques « gratuites », comme l'énergie solaire et éolienne, conduisent à un environnement à faible empreinte carbone et non polluant a été réduit à néant par de nombreux problèmes causés par les parcs éoliens et les centrales solaires. Au départ, les gouvernements étaient prêts à subventionner les programmes d'énergie de remplacement. Le Canada a fourni une généreuse déduction pour amortissement de 30 % pour les investissements dans l'énergie éolienne. La plupart des principaux investisseurs institutionnels et des fonds de retraite ont réorienté d'importants investissements vers l'énergie éolienne et solaire, essayant de respecter les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies selon l'approche « se conformer ou expliquer ». Bien qu'ils se soient départis de précieuses réserves de combustible fossile, les fonds privés, non assujettis aux Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, se sont empressés de s'emparer des réserves d'énergie cédées. Ces sociétés, dans l'intention de se prévaloir des 95 mille milliards de dollars en fonds de placement détenus par des investisseurs institutionnels, ont adhéré à l'énergie solaire et éolienne pour profiter des déductions d'impôt et du permis social d'exploitation. Les militants ont déclaré qu'il s'agissait d'une preuve que les énergies renouvelables étaient la voie de l'avenir. Les cabinets comptables ont ouvert des services d'échange de droits d'émission de carbone. Les banques en ont fait autant – certaines cherchant à obtenir un permis social d'exploitation après avoir été poursuivies par le Rainforest Action Network ou le virulent BankTrack. La Banque mondiale a réalisé des investissements considérables dans les énergies renouvelables, et de nombreux projets internationaux ont été basés sur le déploiement de l'énergie éolienne et solaire. De plus, un système d'obligations vertes a été mis en place.

Dans toute l'Europe, on a observé une ruée vers les énergies renouvelables dans l'espoir d'atteindre les objectifs climatiques que l'Europe s'était fixés il y a environ dix ans. Pour aider, les pays ont établi d'importants incitatifs de divers types, la plupart desquels reposaient essentiellement sur les subventions des contribuables sous une forme ou une autre. Ceux-ci ont donné lieu à une série d'écrasants fardeaux pour les contribuables et à l'infiltration du crime organisé. À présent, on rapporte que la consultation sur les changements climatiques est devenue une industrie à part entière représentant chaque année 1,5 mille milliards de dollars américains<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> <http://www.wsj.com/articles/SB10001424127887324557804578374980641257340>

<sup>10</sup> <http://www.insurancejournal.com/news/national/2015/07/30/377086.htm>

D'après Forbes, « Warren Buffet s'est déjà vanté au sujet de l'énergie éolienne, vous obtenez un crédit d'impôt si vous construisez beaucoup de parcs éoliens. C'est la seule raison de le faire. Ça n'a aucun intérêt sans le crédit d'impôt<sup>11</sup>. »

M. Bloomberg a déclaré ceci le 9 janvier 2014 : « *Les parcs éoliens, qu'ils soient détenus par des intérêts privés ou qu'ils fassent partie d'un service public, reçoivent un crédit d'impôt de 23 \$ pour chaque mégawattheure d'électricité générée.* » Cela leur permet de vendre de l'énergie à des taux inférieurs à ceux du marché et de continuer d'en tirer un profit.

En Australie, le projet éolien de Pacific Hydro vient de perdre 700 millions de dollars en épargne-retraite d'entreprises familiales<sup>ii</sup>.

Tout cela soulève la question suivante : l'urgence de conclure un contrat juridiquement contraignant à Paris, de même que les demandes d'augmentation des taxes sur le carbone, visent-elles plus à empêcher les fonds de retraite et les banques de faire de mauvais investissements et à essayer de compenser les pertes relatives à la taxe sur le carbone, comme les commentaires de Joseph Dear le suggèrent, plutôt que de s'assurer que l'énergie éolienne et solaire devient rentable? Si c'est le cas, les marchés mondiaux doivent-ils se préparer à un autre effondrement spectaculaire, plus important que celui des prêts hypothécaires à risques?

## **« CRÉDIT CLIMATIQUE » À LA DEMANDE C. AU SECOURS VOLONTAIRE, AUX ACTIVITÉS DE BIENFAISANCE ET AU BÉNÉVOLAT**

---

Les pays développés sont sur le point de mettre sur pied le « Fonds vert pour le climat » – près de 100 milliards de dollars par année – en paiement de crédits climatiques réclamés par les pays en développement. Ce fonds vise à aider les pays en développement à faire face aux répercussions potentiellement néfastes des changements climatiques qui sont prétendument produits par les émissions de gaz à effet de serre des combustibles fossiles générées par les pays développés.

Comme nous l'avons souligné plus tôt, bien qu'il ne semble pas y avoir de réchauffement important en cours en dépit d'une hausse des concentrations de dioxyde de carbone, d'autres répercussions pourraient découler des activités humaines. Cependant, un examen détaillé des données par le spécialiste canadien en recherche sur le climat, Madhav Khandekar, ancien chercheur à Environnement Canada, n'indique aucune autre tendance en matière de conditions climatiques extrêmes que des vagues de froid inhabituelles<sup>12</sup>. Il s'agit simplement de signes avant-coureurs d'un refroidissement mondial dû à un cycle solaire minimal.

En plus du **Fonds vert pour le climat**, les pays en développement demandent à ce que tous les dons de bienfaisance et les aides extérieures se poursuivent. Actuellement, la World Giving Foundation place le Canada au troisième rang des pays les plus généreux au monde, malgré sa population relativement faible (environ 1/10 de celle des États-Unis).

---

<sup>11</sup> <http://www.forbes.com/sites/chrisversace/2015/05/03/the-wind-power-industry-could-lose-the-subsidy-tailwind-at-its-back/>

<sup>12</sup> <http://www.thegwpf.org/content/uploads/2013/11/Khandekar-Extreme-Weather.pdf>

En plus des opérations de secours officielles du gouvernement fédéral organisées par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, de nombreux organismes de charité, comme la Banque de céréales vivrières du Canada, un regroupement de quelque 15 églises chrétiennes et d'organismes agricoles, fournissent de l'aide directement à des personnes démunies répartis dans 40 pays du monde<sup>13</sup>.

De même, des entrepreneurs canadiens qui ont voyagé dans des pays en développement ont été témoins de leur détresse et ont utilisé certaines technologies pour régler les problèmes d'accès à l'électricité, de salubrité de l'eau et plus encore. La fondation Light Up the World a fourni un accès sûr à l'électricité à plus de 1,5 million de personnes dans 54 pays<sup>14</sup>. Le Center for Affordable Water and Sanitation Technology a collaboré avec des ONG dans 68 pays, dépensé 19,9 millions de dollars et créé 50 années-personnes de travail bénévole pour fournir des connaissances et des technologies relatives à l'eau potable<sup>15</sup>. Il compte de grandes sociétés pétrolières parmi ses commanditaires.

Les Canadiens donnent généreusement et volontairement quand une catastrophe se produit à l'étranger. Cela n'est possible que grâce à l'économie vigoureuse du Canada.

De plus, les travailleurs étrangers temporaires du Canada ont envoyé près de 24 mille milliards de dollars canadiens dans leur pays d'origine en 2012, soit plus par habitant que dans tout autre pays du monde, en Chine (3,9 G\$), en Inde (3,5 G\$) et aux Philippines (2 G\$), ainsi que d'autres pays comme le Royaume-Uni, la France, le Liban, le Vietnam, l'Allemagne, l'Italie et la Corée du Sud<sup>16</sup>.

Le Canada déploie également son Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) des Forces armées canadiennes. Dans les mois qui ont suivi le passage du typhon Haiyan, l'EICC a « purifié près de 500 000 litres d'eau, a traité 6 525 patients, transporté 828 passagers au moyen d'hélicoptères CH-146 Griffon, mené 14 projets de construction distincts, réparé 8 génératrices et dégagé 131 km de routes. L'unité d'intervention a également aidé les organisations non gouvernementales et les autorités locales à fournir 230 485 livres de nourriture, 59 536 livres de matériel destiné à l'aide humanitaire et 10 325 livres de matériaux de construction et pour les abris. »

La « Bernache du Canada » est généreuse avec ses « œufs d'or » – mais ne pourra plus l'être si son économie est sacrifiée.

---

<sup>13</sup> <http://foodgrainsbank.ca/our-work-2/project-map/>

<sup>14</sup> <http://lutw.org/>

<sup>15</sup> <http://www.cawst.org/en/about-us>

<sup>16</sup>

[http://www.vancouversun.com/business/Remittances+billion+year+sent+home+from+Canada/10080290/story.html?\\_lsa=41d9-c521](http://www.vancouversun.com/business/Remittances+billion+year+sent+home+from+Canada/10080290/story.html?_lsa=41d9-c521)

# PAS DE MANDAT POUR LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE –

## CONFLITS D'INTÉRÊTS APPARENTS AU SEIN DE LA CCNUCC



« C'est probablement la tâche la plus difficile que nous nous soyons donnée, qui est de transformer intentionnellement le modèle de développement économique, une première dans l'histoire de l'humanité », a déclaré M<sup>me</sup> Figueres (secrétaire exécutive de la CCNUCC) lors d'une conférence de presse à Bruxelles.  
<http://www.unric.org/en/latest-un-buzz/29623-figueres-first-time-the-world-economy-is-transformed-intentionally>

À l'examen de la Convention de la CCNUCC, nous n'avons trouvé aucun mandat intégrant une telle notion de transformation du modèle économique mondial. M<sup>me</sup> Figueres a participé à la mise au point du Mécanisme pour un développement propre, un outil facilitant l'échange de droits sur les émissions de carbone qui a transformé la pollution en source de revenus pour certains, mais qui n'a rien fait pour réduire la pollution. À notre avis, cela constitue un conflit d'intérêts de sa part. Nous estimons que cette déclaration et de telles intentions transgressent le mandat d'origine de la CCNUCC et enfreignent le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*.

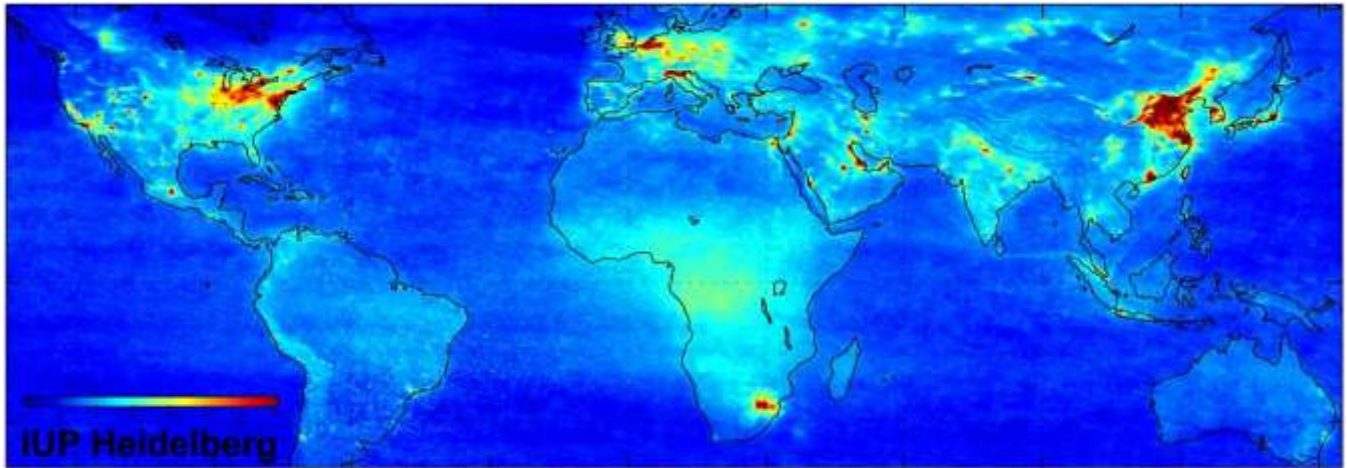


Des allégations inquiétantes circulent sur les relations entre de nombreuses parties, le GIEC, la CCNUCC et les marchés du carbone<sup>17</sup>. D'importants cabinets comptables et des sociétés d'assurance, des courtiers et des banques sont maintenant présents sur le marché du carbone; aucune de leur

<sup>17</sup> <http://sppiblog.org/news/a-nest-of-carbon-vipers>

pratique n'est fondée sur la science; ou ne vise à réduire les émissions de dioxyde de carbone ou la pollution. Il semble que cela ne soit rien de plus qu'un transfert de la richesse imposé à l'insu des citoyens à qui l'on dit que cela « sauvera la planète ».

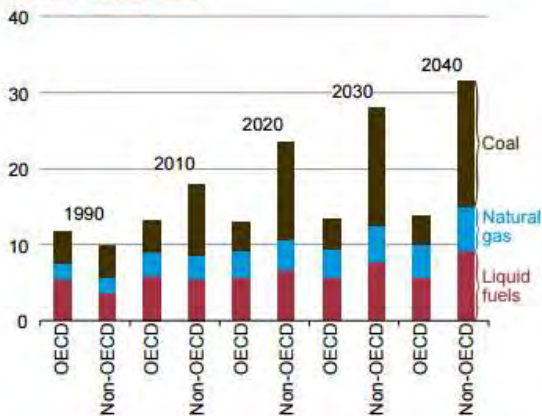
## DÉCONTAMINER L'AIR À LA CONFÉRENCE DE PARIS



Cette image de 2014 prise par l'ESA depuis l'espace donne un aperçu des zones fortement polluées dans le monde.

Paris, la majeure partie de l'Europe, le complexe industriel de l'Est du Canada et des États-Unis, ainsi que l'Asie doivent être dépollués. C'est le vrai problème auquel nous devrions nous attaquer, pas la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

Figure 142. OECD and non-OECD energy-related carbon dioxide emissions by fuel type, 1990-2040 (billion metric tons)



Comme le montre le tableau adjacent sur l'expansion prévue de l'utilisation de l'énergie dans les pays non membres de l'OCDE, les combustibles fossiles continueront de stimuler les économies en développement. Plutôt que de voir cette expansion minée par les mêmes problèmes de pollution que ceux que les pays occidentaux de l'OCDE ont en bonne partie réglés, nous devrions utiliser de nouvelles technologies ainsi que nettoyer les friches industrielles problématiques et les rivières polluées dans les pays en développement, dont la plupart menacent les populations vulnérables et le reste du monde.

En plus de la pollution industrielle visible sur la carte de l'ESA, des incendies sont déclenchés à des fins de défrichage et font rage à travers l'Afrique, le Brésil et l'Indonésie. En l'absence d'équipement lourd, cette pratique doit cesser. Les émissions provenant des incendies ont beaucoup de similitudes avec les émissions provenant de l'activité volcanique; cendres libres, suie, aérosols et hydrocarbure aromatique polycyclique polluent l'air, le sol, l'eau et nuisent à la santé des citoyens vivant à proximité.

## **LES CONTRIBUTIONS DU CANADA AU MONDE – DES ÉQUIPES D’INTERVENTION MANDATÉES POUR PRÉVENIR ET REMETTRE EN ÉTAT**

Plutôt que de ruiner l’économie du Canada par des mesures punitives liées aux objectifs de réduction des émissions, nous proposons de tirer parti de la force économique et de l’expertise environnementale de notre pays pour régler de façon pratique les problèmes urgents de pollution de l’air et de l’eau, en créant de petites équipes de spécialistes en ingénierie, en gestion environnementale, en remise en état et en amélioration de la productivité agricole qui s’attaqueraient progressivement à des problèmes précis dans le monde entier. Dans certains cas, des relations internationales existent déjà, comme dans la collaboration germano-canadienne entre l’Association Heimholz et l’Université de l’Alberta sur la recherche et la remise en état des exploitations de sables bitumineux.

### **FINANCEMENT**

Au lieu de contribuer à un « Fonds vert pour le climat », qui pourrait faire l’objet d’une corruption et d’une appropriation dans certains pays en développement avant même qu’il ne puisse servir les causes défendues, nous proposons aux nations souveraines, en vertu de la Charte des NU, de créer des équipes d’intervention et des programmes pratiques et éclairés, axés sur le renforcement des capacités, la dépollution et la remise en état. Les pays de l’OCDE affecteraient des équipes de spécialistes pertinentes à des zones de crise déterminées dans le monde entier. Tout comme pour les missions de l’EICC ou de la Banque de céréales vivrières du Canada, elles prendraient des dispositions avec chaque pays pour favoriser le renforcement des capacités dans la région touchée et adopter des mesures d’atténuation immédiates, ainsi que pour mettre au point des solutions à long terme de remise en état et de résolution des problèmes de pollution. Cette proposition concorderait avec de nombreuses initiatives mondiales, comme les Objectifs du Millénaire pour le développement du FMI<sup>18</sup> et constituerait une solution bien plus « SMART » (Spécifique, Mesurable, Atteignable, axé sur les Résultats, Temporellement limitée) pour optimiser la base de connaissances actuelle des pays développés. Cette solution serait également bien plus pratique que de simplement financer un Fonds vert pour le climat qui n’est associé à aucun résultat défini ou mesurable.

L’Alberta possède une compétence particulière dans ce domaine. De façon générale, le Canada compte des équipes de spécialistes dans tout le pays par l’intermédiaire de l’Association canadienne de réhabilitation des sites dégradés et de diverses organisations professionnelles comme l’APEGA – Association of Professional Engineers and Geoscientists of Alberta, la plus grande concentration d’experts dans ce domaine au Canada, et des organisations similaires en Ontario, au Québec ainsi qu’en Colombie-Britannique.

Plus particulièrement, les ingénieurs spécialisés en innovation peuvent souvent mettre au point des méthodes de création d’entreprises à valeur ajoutée à partir de ce qui semble être un « problème environnemental » (p. ex. transformer des déchets de bois en granules ou en alcool de bois, possiblement traités sur place, créant ainsi de nouveaux emplois et des produits à valeur ajoutée

---

<sup>18</sup> <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/mdg.htm>

destinés à l'usage domestique ou à l'exportation, tout en gérant ce qui, autrement, pourrait causer des risques d'incendie.)



**Avant**

**Après**

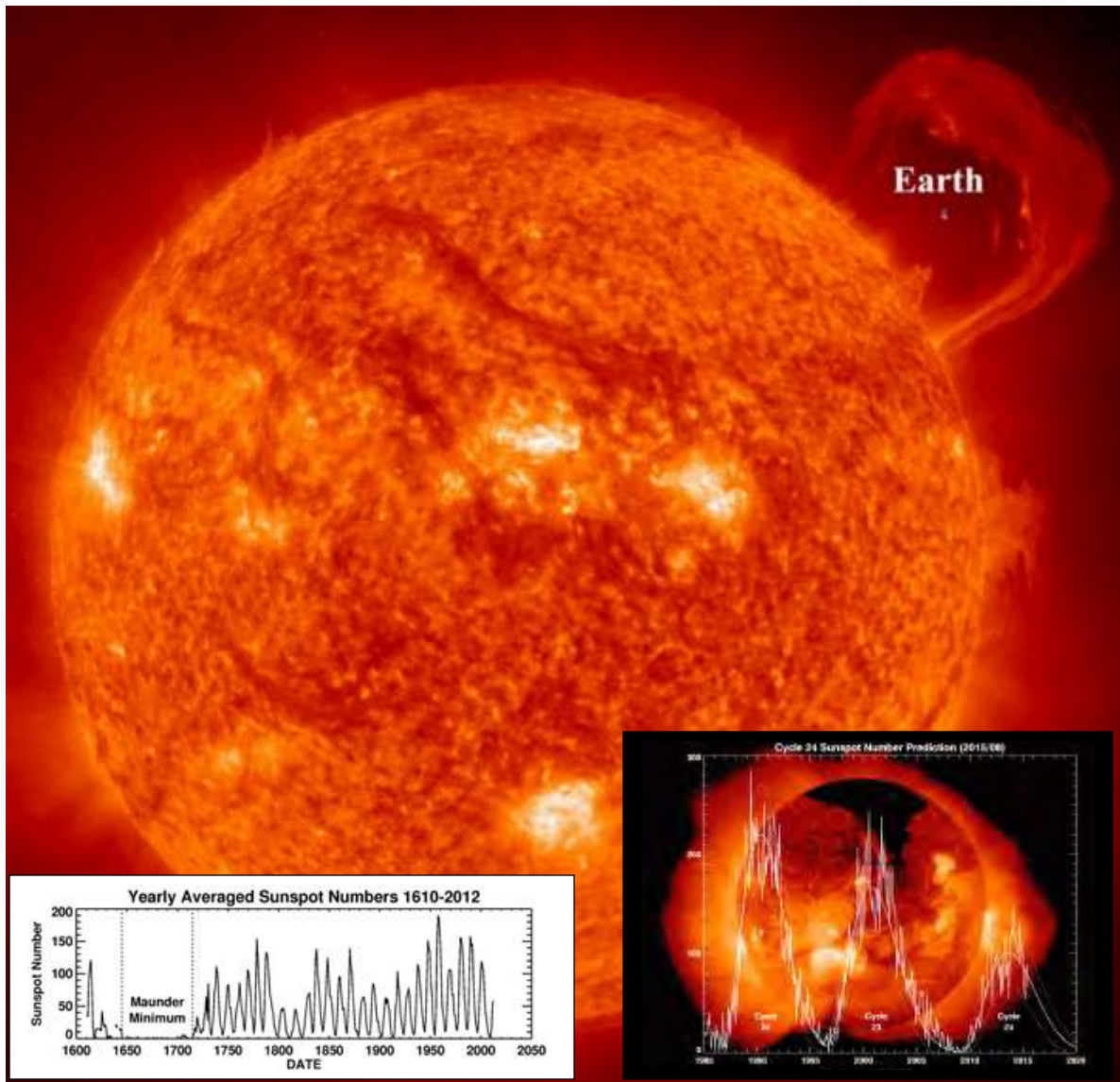
Site d'exploitation des sables bitumineux en Alberta au cours du développement minier



Site d'exploitation des sables bitumineux en Alberta après la remise en état

# LE SOLEIL EST LE PRINCIPAL FACTEUR DIRECT ET INDIRECT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

---



**« DES CENTAINES D'ÉTUDES ONT RÉVÉLÉ QUE LE SOLEIL, ET NON LE DIOXYDE DE CARBONE, ÉTAIT LE PRINCIPAL FACTEUR DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. » PROFESSEUR TIM PATTERSON, UNIVERSITÉ CARLETON, TÉMOIGNAGE PRÉSENTÉ AU COMITÉ SÉNATORIAL DE 2011**

---

Le soleil est actuellement dans son cycle le plus faible depuis 100 ans<sup>19</sup>. Normalement, les pôles magnétiques du soleil s'inversent tous les 11 ans. Le nombre de taches solaires reflète les différentes étapes de l'activité magnétique de l'astre. Cependant, au cours des dernières années, le soleil s'est mis en « veille ». Une faible activité des taches solaires a été observée tout au long de l'histoire. Les

---

<sup>19</sup> <http://www.skyandtelescope.com/astronomy-news/the-weakest-solar-cycle-in-100-years/>



périodes de faible activité des taches solaires ont coïncidé avec des périodes de refroidissement climatique sur Terre.

## LES CONSÉQUENCES POUR LE CANADA D'UN REFROIDISSEMENT CLIMATIQUE

---



Baisse estimée des terres arables en cas d'hiver nucléaire – résultats similaires pour la baisse de température en cas de Petit âge glaciaire.

La richesse du Canada réside dans ses immenses ressources énergétiques et agricoles. Pendant des années, l'image d'acteur de consolidation de la paix dans le monde du Canada a été renforcée par ses généreuses contributions alimentaires aux nations en voie de développement ou aux pays connaissant une pénurie alimentaire à la suite d'une catastrophe naturelle.

Un refroidissement climatique nuirait grandement à la production alimentaire du « grenier » du Canada, les provinces des Prairies, et pourrait avoir des répercussions négatives sur le « panier à fruits » que sont les terres de la Colombie-Britannique et les rives des lacs de l'Ontario, ainsi que sur d'autres exploitations de produits frais. Cela se répercuterait, en retour, sur des millions de personnes dans le monde et aurait de graves effets nocifs sur l'économie canadienne et sur notre subsistance.

D'après un rapport de Financement agricole Canada<sup>20</sup>, en 2014, quelque 75 % des exportations alimentaires du Canada étaient destinées aux États-Unis, représentant une partie importante du

### Le Petit Âge glaciaire – Période brutale

"In the first, six famished and ghastly skeletons, to all appearances dead, were huddled in a corner on some filthy straw, their sole covering what seemed a ragged horsecloth, their wretched legs hanging about, naked above the knees. I approached with horror, and found by a low moaning they were alive — they were in fever, four children, a woman and what had once been a man."

– *The Little Ice Age: How Climate Made History*

(1300-1850)

Brian Fagan

---

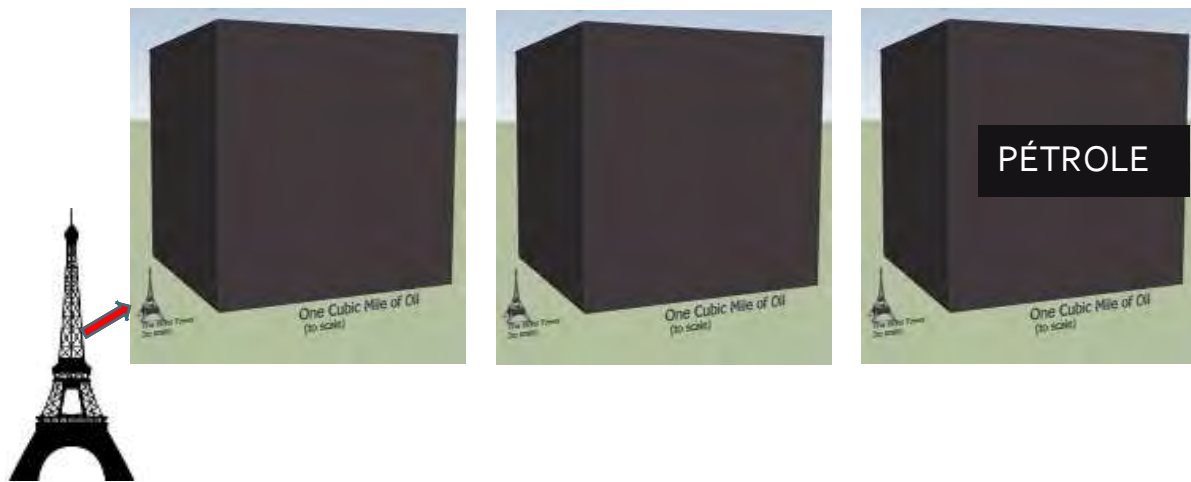
<sup>20</sup> <https://www.fcc-fac.ca/fcc/about-fcc/corporate-profile/reports/cage-report/cage-report-2013.pdf>

revenu économique canadien (l'agriculture étant le 3<sup>e</sup> plus important contributeur au PIB, se situant à 8 % en 2011 et employant 1 personne sur 8 dans tout le Canada).

La perte ou la réduction des terres arables ferait augmenter le prix de la viande et de la volaille, ainsi que le prix de tous les aliments connexes. En témoignent les résultats de la politique américaine de l'EPA sur les changements climatiques (Food-to-Fuel) qui est, d'après l'analyse du New England Complex Systems Institute, la principale cause des troubles civils actuels, alors que le transport de mégatonnes de maïs pour les marchés de l'alimentation animale et de la consommation humaine a entraîné la flambée des prix alimentaires mondiaux.

L'histoire montre que le climat est inconstant et peut se réchauffer ou se refroidir. **Nous ne sommes pas prêts à faire face à un refroidissement.**

## LA RÉALITÉ – LES COMBUSTIBLES FOSSILES INFLUENCENT LE DÉVELOPPEMENT; LE SOLEIL INFLUENCE LE CLIMAT



Le monde utilise 12,5 km<sup>3</sup> (3 mi<sup>3</sup>) d'énergie par année, dont le pétrole. Selon un rapport publié en 2010 par Forbes : « Chaque année, le monde utilise 3 CMO (*cubic mile of oil*) d'énergie : 1 CMO de pétrole, 0,8 de charbon, 0,6 de gaz naturel et environ 0,2 chacun de bois, d'hydroélectricité et d'énergie nucléaire. **À 0,01 CMO par année, l'énergie solaire et éolienne combinée passe presque inaperçue. »**

En pratique, les pays industrialisés et les pays en développement continueront d'utiliser du charbon et du pétrole, car ces formes d'énergie sont stockables et transportables, et fournissent un rendement énergétique élevé. De même, ces deux sources permettent d'obtenir des sous-produits très utiles.

Les allégations selon lesquelles un avenir à faible empreinte carbone est immédiatement réalisable ou souhaitable s'effondrent dès que les données sont examinées. Au printemps 2015, l'Institut McGill/Trottier a publié un rapport dans lequel 70 universitaires canadiens ont déclaré appuyer les principes énoncés dans le document *Agir sur les changements climatiques* – l'un d'eux étant le développement d'un réseau complet hydro-éolien est-ouest d'ici 2035.

L'organisme Friends of Science a effectué un examen technique de cette proposition et fournit une évaluation dans l'annexe à ce document. L'annexe montre la grande naïveté de ceux qui formulent des commentaires généraux et enthousiastes sur la facilité avec laquelle les énergies renouvelables peuvent être intégrées au réseau, et souligne l'étendue de leur ignorance au sujet des coûts réels. Cette idée est irréalisable et serait extrêmement coûteuse. Cependant, les journalistes ont continué de promouvoir cette idée. La vérité n'est pas la bienvenue.

Par conséquent, en tant que pays dont le fondement économique repose sur l'énergie et les ressources, nous espérons que le gouvernement canadien défendra ses citoyens et la souveraineté lors des pourparlers qui auront lieu à la conférence de Paris sur les changements climatiques. Nous recommandons de suivre le conseil de Ross McKittrick : imposer un moratoire de quatre ans sur toute décision stratégique relative aux changements climatiques. Cela permettra d'évaluer les tendances climatiques réelles – qu'il s'agisse d'une stagnation, d'un réchauffement ou d'un refroidissement – et d'apporter des modifications aux modèles climatiques pour vérifier si une plus grande précision facilite l'élaboration de politiques. De plus, cela contribuera à éliminer les plans voués à l'échec portant sur les énergies renouvelables et le marché du carbone qui ne méritent plus de bénéficier d'un soutien social.

Enfin, nous recommandons de lire les discussions détaillées et réfléchies sur l'utilisation énergétique et la responsabilité sociale de l'entreprise qu'EXXON a compilées pour ses actionnaires (en anglais). <http://cdn.exxonmobil.com/~media/global/files/other/2014/report---energy-and-carbon---managing-the-risks.pdf>



1. **Les décideurs devraient attendre de 2 à 4 ans** avant de mettre en place toute nouvelle politique sur les changements climatiques. De nouvelles données et des modifications aux modèles climatiques leur permettront d'être mieux informés. De même, si les tendances au refroidissement se maintiennent, un « Petit âge glaciaire » pourrait avoir lieu. Des politiques publiques devraient être prêtes à être mises en œuvre en cas de réchauffement ou de refroidissement. Les périodes de refroidissement ont généralement été les plus meurtrières pour l'humanité et les plus difficiles à gérer pour les gouvernements. Ce documentaire complet (en anglais) sur la vie durant le Petit âge glaciaire est effrayant, mais instructif : <https://www.youtube.com/watch?v=sPkztnKEcHo>
2. **Le changement climatique est moins important que la gestion des émissions de polluants et la remise en état.** Nous ne pouvons prétendre posséder un sens moral écologique pour avoir installé un parc éolien si cela signifie que la population de Baotou, en Chine, meurt en raison des déchets toxiques provenant des minéraux naturels rares utilisés dans la fabrication des aimants de la turbine. On ne peut pas demander aux pays occidentaux de l'OCDE de réduire les émissions de secteurs industriels bien gérés, tout en permettant et en encourageant les pays en développement non membres de l'OCDE à polluer à volonté.
3. **Au lieu de réduire les émissions au Canada, faisons en sorte que nos connaissances en gestion des émissions et que nos entreprises manufacturières contribuent à réduire la pollution mondiale.**
4. **En ce qui concerne le « Fonds vert pour le climat »,** les pays en développement devraient savoir que forcer le Canada à fermer ses industries entraînera la chute de son économie. Le Canada ne sera alors plus au [troisième rang des pays les plus généreux](#) au monde, aux côtés des États-Unis et du Myanmar. Nous ne serons plus en mesure d'envoyer notre équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) des Forces canadiennes; le transfert de fonds de près de 24 milliards de dollars de nos travailleurs étrangers temporaires cesserait; les contributions annuelles de la Banque de céréales vivrières du Canada serviraient à répondre aux besoins nationaux; les milliards de dollars destinés à l'aide extérieure seraient étouffés; notre industrie touristique périrait — il n'y aurait plus de « *snowbirds* » ni de revenus touristiques pour les pays chauds.
5. **Privé de son économie vigoureuse, le Canada serait incapable de continuer à offrir une aide étrangère généreuse et les programmes de secours en cas de catastrophes décrits plus haut.** Il semblerait que les contributions volontaires actuelles profitent bien plus aux pays en développement et aux pays en situation de crise que le « Fonds vert pour le climat » ne le pourra jamais. Une grande partie de l'argent donné volontairement par les Canadiens est directement remis à ceux qui en ont le plus besoin. L'argent versé dans un « Fonds vert pour le climat » national légalement mandaté, sans objectif fixe ni obligation de rendre des comptes pourrait disparaître dans des poches inconnues et ne jamais parvenir à ceux qui en ont le plus besoin.

6. **Les taxes sur le carbone et l'échange de droits d'émission de carbone n'ont pas permis de réduire les concentrations de CO<sub>2</sub> ou les émissions de polluants.** Ces programmes devraient être éliminés progressivement afin de soulager les contribuables de ce fardeau caché.
7. **Réchauffement et refroidissement climatiques.** Nous devrions être prêts à faire face à ces deux éventualités, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Le froid tue. Nous ne sommes pas préparés à affronter un refroidissement imminent, annoncé par la plus faible activité des taches solaires en 100 ans.
8. **Clause de sortie** - Le [« Guide INTERPOL sur la criminalité liée au commerce des émissions de carbone »](#) montre que la corruption et l'infiltration du crime organisé prolifèrent dans le domaine climatique. Cette tendance pourrait s'amplifier, en particulier depuis que [des spécialistes associés à la CCNUCC](#) sont soupçonnés d'avoir des liens avec le marché du carbone.
9. **Clause de fermeture** – Tout le processus de la Conférence des parties-21 (COP-21) repose sur l'hypothèse selon laquelle les activités humaines sont responsables du réchauffement planétaire à un degré potentiellement catastrophique en raison de l'utilisation des combustibles fossiles. Les données actuelles indiquent que cette hypothèse comporte des erreurs, voire qu'elle est fautive. Il convient de se demander, si l'environnement est en jeu, pourquoi la COP21 *« sera l'une des plus grandes conférences internationales jamais organisées dans le pays [la France]. Il est prévu que la conférence attire près de 50 000 participants, y compris 25 000 délégués officiels venant des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des agences de l'UN, des ONG, et de la société civile »*. Il semble que ces personnes sont prêtes à voyager n'importe où pour « sauver la planète ». Quelle est leur empreinte carbone? Si les données recueillies au cours des prochaines années n'appuient pas l'hypothèse, une disposition devrait être adoptée, en fonction de ces nouvelles données, afin d'éliminer cet aspect de la législation sur le changement climatique.
10. **Maintien de la souveraineté canadienne avant tout.** Les menaces existentielles que les groupes environnementaux ont présentées au sujet des changements climatiques ont terrifié les gens, les poussant à faire tout ce qu'ils peuvent pour sauver la planète sur laquelle grandiront leurs enfants. Pendant ce temps-là, comme cela a été le cas au Royaume-Uni, des millions de retraités ont été réduits à [une pauvreté abjecte et à une mort prématurée](#) en raison de la hausse vertigineuse des prix de l'énergie. Dans l'UE, [une génération de jeunes fait face au chômage](#). Entre-temps, aucune mesure bénéfique n'a été prise pour l'environnement et des pays ont sacrifié d'importantes mesures de protection du territoire au détriment de leur propre population. Cela ne doit pas se produire au Canada. Nous avons accès à des ressources généreuses, ainsi qu'à des scientifiques et des techniciens inventifs qui ont considérablement amélioré la qualité de l'air depuis les années 1970. Pour être respectueux de l'environnement, il faut une économie saine. Nous sommes au [troisième rang des pays les plus généreux au monde](#), nous ne pouvons le rester qu'en ayant une économie florissante.

## COMMENTAIRES DE SPÉCIALISTES ET RESSOURCES

---

(Les personnes présentées dans cette partie ne partagent pas nécessairement tous les points de vue exprimés dans le présent document.) Tous les liens sont en anglais.

---



Donna Laframboise – Journaliste d'enquête canadienne et auteure du livre « The Delinquent Teenager » portant sur la corruption interne de la CCNUCC et son infiltration par des militants écologistes.



Voici sa présentation auprès de l'organisme Friends of Science : <http://www.friendsofscience.org/index.php?id=603>

---



Ross McKittrick de l'Université de Guelph parle de la « pause » dans sa présentation de 2013 auprès de l'organisme Friends of Science : <http://www.friendsofscience.org/index.php?id=750>



Série d'extraits de l'entrevue de M. McKittrick dans lesquels il parle de coût social du carbone et de leurs répercussions économiques :

<https://youtu.be/g30JfQIK6GA?list=PLZcRTdbkGEnHfU8-dkQfGnO67K6p1m8rh>

Guide à l'intention des profanes sur l'évaluation du coût social du carbone :

[http://www.friendsofscience.org/assets/documents/McKittrick\\_Climate\\_Change\\_SCC\\_Feb\\_14\\_2015.pdf](http://www.friendsofscience.org/assets/documents/McKittrick_Climate_Change_SCC_Feb_14_2015.pdf)

---



Tim Patterson et Sallie Baliunas (conseillers scientifiques auprès de Friends of Science) ont participé au débat public sollicité par l'APEGA sur le Protocole de Kyoto, mené par l'auteur collaborateur Allan MacRae, ingénieur (Note : M. MacRae a pris part indépendamment à ce débat et n'est pas membre de Friends of Science)

<http://www.friendsofscience.org/assets/documents/KyotoAPEGA2002REV1.pdf>

M. Patterson apparaît également dans le documentaire « Climate Catastrophe Cancelled » sur la façon dont le soleil influence le climat :

<http://www.friendsofscience.org/index.php?id=158>

---



Sallie Baliunas a parlé du climat et des conditions climatiques extrêmes durant le Petit âge glaciaire, ainsi que de la façon dont les gens étaient accusés de « weather cooking » ou de causer des intempéries et finissaient sur le bûcher comme des sorcières. <https://youtu.be/wcAy4sOcS5M>

---



Robert Lyman – Économiste en énergie canadien et ancien fonctionnaire et diplomate, auteur de deux rapports :  
**Climate Change Targets for Canada – Examining the Implications:**

[http://friendsofscience.org/assets/documents/climate\\_change\\_implications\\_Lyman.pdf](http://friendsofscience.org/assets/documents/climate_change_implications_Lyman.pdf)

**Who Cuts? Who Pays? (Green Climate Fund)**

[http://www.friendsofscience.org/assets/documents/Lyman\\_Who\\_Cuts\\_Who\\_Pays.pdf](http://www.friendsofscience.org/assets/documents/Lyman_Who_Cuts_Who_Pays.pdf)



Madhav Khandekar, ancien chercheur à Environnement Canada et conseiller scientifique auprès de Friends of Science, a rédigé une analyse sur la possibilité d'un lien entre le réchauffement planétaire et les conditions climatiques extrêmes :

<http://www.thegwpf.org/content/uploads/2013/11/Khandekar-Extreme-Weather.pdf>



Jan Veizer, professeur éminent, spécialiste des sciences de la Terre, de l'Université d'Ottawa et Nir Shaviv, astrophysicien du Racah Institute of Physics, de l'Université hébraïque de Jérusalem, en Israël (ancien étudiant de postdoctorat à l'Institut canadien d'astrophysique théorique de l'Université de Toronto), ont confirmé l'influence des rayons cosmiques sur les changements climatiques.

M. Shaviv – Aperçu pour les profanes des effets du soleil sur le climat : <https://youtu.be/VlpoPAVRV-k>

Présentation de M. Shaviv le 2 juin 2015 à Calgary :

<http://www.friendsofscience.org/index.php?id=2125>



Dick Thoenes, professeur émérite en génie chimique, de l'Université d'Eindhoven au Pays-Bas, explique le rôle et les limites du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) comme agent de réchauffement dans le document suivant :

[http://www.friendsofscience.org/assets/documents/Thoenes\\_Views\\_CO2\\_Climate.pdf](http://www.friendsofscience.org/assets/documents/Thoenes_Views_CO2_Climate.pdf)

L'organisme Friends of Science a examiné les quatre études les plus citées sur le « consensus de 97 % » et a estimé qu'elles étaient erronées. En effet, le chiffre récurrent de « 97 % » n'est rien de plus qu'une preuve sociale visant faisant appel à la mentalité de troupeau du public.

[http://www.friendsofscience.org/assets/documents/97\\_Consensus\\_Myth.pdf](http://www.friendsofscience.org/assets/documents/97_Consensus_Myth.pdf)



En 2013, La Fondation Pembina et l'Institut Pembina ont publié un rapport affirmant que le charbon des Albertains avait un impact sur la santé. « Burning Questions » est une analyse critique menée par Friends of Science démontrant que les affirmations de Pembina ne sont pas étayées par des preuves.

[http://www.friendsofscience.org/assets/documents/FoS\\_BurningQuestions\\_Health\\_Coal\\_Wildfires\\_Jan2015.pdf](http://www.friendsofscience.org/assets/documents/FoS_BurningQuestions_Health_Coal_Wildfires_Jan2015.pdf)

## INFORMATIONS EN MATIÈRE DE PRODUCTION D'ÉNERGIE SUR LES DIFFICULTÉS D'INSTAURER LE RÉSEAU NATIONAL HYDRO-ÉOLIEN PROPOSÉ DANS LE RAPPORT « AGIR SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

### Aspect technique

#### Perspective de production

*Le rapport « Agir sur les changements climatiques », publié par McGill Trottier au printemps 2015, propose la création d'un réseau national hydro-éolien qui, selon les auteurs, pourrait être mis en place d'ici 2035. L'organisme Friends of Science a demandé à des spécialistes albertains en production d'énergie si ce projet serait réalisable et à quel prix. L'un des documents cités à l'appui de la proposition, rédigé par Danny Harvey et al., fait référence à l'Alberta comme une importante ressource en énergie éolienne. Voici l'analyse technique.*

Même si nous partons du principe que le potentiel éolien est suffisant, il y a d'importants problèmes techniques liés à l'utilisation d'un réseau national hybride d'énergie hydroélectrique et éolienne pour alimenter tout le Canada en énergie. Le plus gros problème avec l'éolien, c'est qu'il ne répond pas à la demande. En effet, en Alberta, il est négativement corrélé à la demande de pointe. Notre pointe de consommation hivernale a lieu quand il fait extrêmement froid et, dans ces cas-là, il y a TOUJOURS une absence de vent. Le même phénomène pourrait s'observer en Ontario, mais aucune recherche dans ce domaine n'a été incluse dans ce document d'observation.

L'AESO publie régulièrement un rapport intitulé Long Term Adequacy Metrics visant à surveiller l'approvisionnement en électricité à long terme en Alberta. Dans les calculs d'adéquation, l'énergie éolienne n'est pas prise en compte pour la raison mentionnée plus haut. Consultez le lien suivant : [www.aeso.ca/downloads/Division\\_202\\_-\\_Section\\_202-6\\_Adequacy\\_of\\_Supply\\_\(Oct\\_1\\_2014\).pdf](http://www.aeso.ca/downloads/Division_202_-_Section_202-6_Adequacy_of_Supply_(Oct_1_2014).pdf) section 4(2)(b)(v) et 4(2)(c)(v) à la page 3 (en anglais) pour obtenir de plus amples renseignements. La méthodologie exclut l'énergie éolienne des calculs.

Actuellement, en Alberta, nous consommons environ 80 000 GWh d'électricité par année et la production éolienne de la province présente un facteur de charge d'environ 30 %. Consultez les pages 19 et 10 du lien suivant : [http://www.aeso.ca/downloads/2014\\_Annual\\_Market\\_Stats\\_WEB.pdf](http://www.aeso.ca/downloads/2014_Annual_Market_Stats_WEB.pdf) (en anglais). En théorie, pour que l'Alberta devienne autosuffisante en matière d'énergie, nous aurions besoin d'installer 30 GW de capacité éolienne. Même avec une capacité de production éolienne de 30 GW, il est fort possible que le vent ne contribue ABSOLUMENT PAS à l'approvisionnement. Dans ces cas-là, nous aurions besoin d'importer 100 % de notre électricité auprès d'autres provinces. Par temps venteux, nous produirions plus de 3 fois l'électricité que nous en consommons. Cela signifie qu'il nous faudrait exporter ou perdre jusqu'à 20 GW de capacité éolienne. La déperdition (absence d'utilisation) est une réelle possibilité, car rien ne garantit qu'il y ait une demande pour cette quantité d'énergie.



Dans le document de M. Harvey, il est question d'installer entre 18,4 GW et 25,8 GW d'énergie éolienne en Alberta, ce qui représente respectivement 31 % et 28 % de la capacité éolienne totale selon son plan. Cela montre à quel point ce plan dépend de notre province.

L'Ontario est l'autre contributeur important à ce plan, représentant entre 45 % et 48 % de la capacité éolienne totale. Les auteurs utilisent également un facteur de charge de 40 % pour l'Alberta, alors qu'en réalité elle n'est que de 30 %. Ce document n'examine pas les autres régions du Canada, mais fait référence à des capacités de charge supérieures à celle de l'Alberta, dépassant 50 % dans certaines provinces. Quelques recherches sur Internet démontrent que ces valeurs pourraient être exagérément optimistes, d'au moins 10 %.

Le document de M. Harvey s'appuie principalement sur l'énergie éolienne produite en Alberta et en Ontario. Bien qu'il soit vrai, comme le mentionnent les auteurs, qu'il y a des avantages à tirer de la diversification des sources éoliennes, les deux provinces affichent des tendances similaires : des vents plus forts en hiver et plus faibles en été. On peut le constater dans les statistiques de marché de l'AESO, plus haut, et dans le document suivant pour l'Ontario : <http://coldaircurrents.luftonline.net/2013/01/monthly-capacity-factor-of-wind.html> (en anglais). Il est certain qu'il y aura des périodes où l'Alberta et l'Ontario auront simultanément une production d'énergie éolienne faible, voire nulle. Dans ces cas-là, la grande majorité du pays serait entièrement dépendante d'Hydro. Hydro dispose d'une certaine marge de manœuvre, mais ne pourrait pas répondre à la demande. Une grande partie de l'hydroélectricité provient de rivières dont le débit n'est pas contrôlable à volonté. D'importantes pannes d'électricité entraîneraient de graves conséquences pendant les périodes de froid ou de chaleur extrême.

La partie « 4.1 Future Research Steps » du même document suggère de se pencher sur les corrélations entourant les variations entre le vent et la consommation horaire. Le fait que les auteurs ne l'aient pas fait avant de rédiger ce document constitue l'erreur fatale. Peut-être que quand ils termineront leurs recherches, s'ils les terminent, la réalité les rattrapera.

## Perspective de transport

Étant donné le faible facteur de charge de l'éolien, de deux à trois fois plus d'équipements de transport sont nécessaires comparativement aux méthodes de production classiques. Dans le document de M. Harvey, les auteurs prévoient de transmettre l'énergie dans l'ensemble du pays au moyen de lignes CCHT connectées à des nœuds dans les grands centres de consommation. Ils prennent uniquement en considération la « partie à CCHT du système de transport et de distribution ». Ils ne tiennent pas compte de l'intégration de ces lignes CCHT dans les réseaux existants ni des problèmes éventuels de fiabilité du transport. Même si nous supposons que leur calcul pour les lignes CCHT est exact, ils sous-estiment grandement le véritable coût du transport et de la distribution.

En Alberta, nous dépensons environ 1 million de dollars pour intégrer 1 MW de production éolienne. Consultez les pages 61 et 62 du document suivant [http://www.ucahelps.alberta.ca/documents/ABE\\_TFCMC\\_Report\\_7\\_WEB\\_-\\_June\\_2014.pdf](http://www.ucahelps.alberta.ca/documents/ABE_TFCMC_Report_7_WEB_-_June_2014.pdf) (en anglais) pour connaître le contexte et les coûts du projet de renforcement du réseau électrique dans le sud de l'Alberta (*SOUTHERN ALBERTA TRANSMISSION REINFORCEMENT - SATR; PROJECT 787 – To accommodate wind generation in southern Alberta*).

En résumé, l'Alberta devrait intégrer de 18,4 GW à 25,8 GW de production éolienne selon le document de M. Harvey. Des lignes CCHT devraient également être construites dans l'ensemble du pays et, pour être alimentées en électricité, les provinces devraient également renforcer leurs réseaux. L'Alberta

aurait également besoin de renforcer le réseau afin de recevoir de l'énergie et de l'acheminer aux centres de charge quand le vent ne souffle pas. En fin de compte, M. Harvey sous-évalue considérablement les exigences de transport.

## **Aspect économique**

Plus haut, nous avons mentionné à quel point le plan est techniquement irréalisable. Toutefois, si nous ne tenons pas compte de ce fait et prétendons que ce projet pourrait être mené à bien, nous pouvons nous pencher sur l'aspect économique.

Le document de M. Harvey estime que le réseau hybride hydro-éolien proposé permettrait d'alimenter tout le pays à un prix situé entre 4,5 cents et 6,39 cents par kWh, incluant les coûts de transport. C'est moins que ce que la majorité des pays paie actuellement uniquement pour l'électricité et soulève la question suivante : si l'énergie éolienne est si peu coûteuse, pourquoi ce projet n'a-t-il pas encore été mis en œuvre?

Tout d'abord, M. Harvey déclare que l'énergie de source éolienne coûte entre 3,75 cents et 4,97 cents par kWh. Cela exige un « financement des services publics garanti par le gouvernement » de 3 %. Ensuite, il déclare que le financement privé est plus près des 12 % ce qui reviendrait essentiellement à doubler le coût de transport de l'énergie éolienne. En réalité, il n'y a pas de « financement des services publics garanti par le gouvernement » en Alberta, et même les ressources éoliennes de l'Ontario sont exploitées par des investisseurs privés.

Encore une fois, ce sont les deux provinces dans lesquelles M. Harvey s'attend à ce que la plus grande partie de l'énergie éolienne soit développée. De même, comme nous l'avons déjà dit, les coûts de transport sont vraisemblablement de deux à trois fois plus élevés que ce qu'il prétend. En fin de compte, l'énergie éolienne décrite dans son projet coûterait au moins le double de ses estimations.

Si nous partons du prix qu'il donne, soit 2 000 \$ par kW de puissance éolienne, et que le transport coûte environ 35 % du prix de l'énergie éolienne (estimé d'après le tableau 1), cela exigerait un investissement d'environ 160 milliards à 200 milliards de dollars. Ensuite, si nous utilisons vraiment des hypothèses de transport réalistes, cela tournerait autour de 240 milliards à 380 milliards de dollars. Cela s'ajoute à l'infrastructure en parfait état dont nous disposons déjà. Où allons-nous trouver tout cet argent?

## **Aspect philosophique**

La société canadienne est fondée de façon générale sur le libre-échange, les transactions volontaires entre les gens. Le document rédigé par M. Harvey est une condamnation du libre-échange et défend une philosophie qui obligerait la société à payer des centaines de milliards de dollars pour un plan énergétique qui ne permettrait même pas de répondre à la demande en électricité. Il exigerait également des centaines de milliards de dollars d'actifs énergétiques inutilisables et risquerait de mettre des services publics en faillite. Cela causerait une perte de richesse considérable pour le Canada et le pays ne profiterait jamais de toutes les répercussions positives si l'argent était investi dans des actifs productifs plutôt que perdu en investissements dans l'énergie éolienne.

Concernant la comparaison de l'énergie éolienne avec les méthodes de production classiques, l'analyse explique à quel point les ressources éoliennes sont vastes et comment un parc éolien occupant une très petite surface dans chaque région suffirait à remplacer la totalité de l'électricité actuellement générée par les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire. C'est possible, mais ces

parcs occuperaient néanmoins beaucoup plus d'espace que les méthodes de production classiques. De même, il faudrait aménager de vastes corridors dans l'ensemble du pays pour accueillir les lignes de transport d'énergie. Il n'est pas nécessaire d'aller trop loin dans la lecture de ce site Web pour savoir ce que les gens pensent vraiment des lignes de transport d'énergie : <https://retasite.wordpress.com/> (en anglais).

~~~~~

#### **Notes supplémentaires (tous les documents sont en anglais) :**

Voici le lien vers le document complet **Reality vs. Climate Change Uncertainties – Challenging the claims of “Acting on Climate Change”** : <https://friendsofsciencecalgary.wordpress.com/2015/04/07/reality-vs-climate-change-uncertainties-challenging-the-claims-of-acting-on-climate-change/>

Analyse critique du document de travail de l'Ontario sur les changements climatiques : **Ideology or Evidence – Asking Questions about Ontario's Climate Change Policy Discussion Paper** <https://friendsofsciencecalgary.wordpress.com/2015/03/19/ideology-or-evidence-asking-questions-about-ontarios-climate-change-policy-discussion-paper/>

#### **Documents techniques et scientifiques exhaustifs :**

Analyse critique du modèle climatique canadien :

<http://www.friendsofscience.org/assets/documents/CanadianClimateModel.pdf>

Compte-rendu de Friends of Science sur les sciences du climat :

<http://www.friendsofscience.org/index.php?id=681>



L'organisme Friends of Science a consacré dix années à examiner un vaste éventail d'ouvrages sur les changements climatiques et a conclu que le soleil est le principal responsable des changements climatiques, et non le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Friends of Science est constitué de spécialistes des sciences de la Terre, de l'atmosphère et du soleil, d'ingénieurs et de citoyens qui remettent en question le supposé consensus sur les changements climatiques.

Friends of Science

C.P. 23167, Mission P.O.

Calgary (Alberta)

Canada T2S 3B1

Numéro sans frais : 1-888-789-9597

Site Web : [friendsofscience.org](http://friendsofscience.org)

Courriel : [contact\(at\)friendsofscience\(dot\)org](mailto:contact(at)friendsofscience(dot)org)

---

<sup>i</sup> <http://www.bloomberg.com/bw/articles/2014-01-09/wind-energy-companies-prepare-for-tax-credits-end>

<sup>ii</sup> <http://stopthesethings.com/2015/03/15/pacific-hydros-ponzi-scheme-implodes-wind-power-outfit-loses-700-million-of-mum-dad-retirement-savings/>